

Pour la libération immédiate des prisonniers politiques catalans

Ce mardi, s'ouvre à Madrid le procès de douze dirigeants indépendantistes de Catalogne Sud. Ils risquent jusqu'à 25 ans de prison. Leur « crime » ? Avoir participé, le 1^{er} octobre 2017, avec plus de deux millions de personnes, à un processus démocratique, populaire, au cours duquel ils ont exercé leur droit légitime à voter pour décider de leur avenir. Sanchez tout comme Rajoy avant lui, à la tête de l'Etat espagnol issu du franquisme, refusent de reconnaître la volonté majoritaire du peuple catalan exprimé lors du référendum d'octobre 2017 et confirmée par les élections régionales de décembre 2016 en faveur d'une république catalane indépendante. Au-delà des leaders indépendantistes accusés fausement de « sédition » et de « rébellion », c'est toute une politique répressive que le régime monarchique espagnol met en œuvre contre l'ensemble du peuple de Catalogne Sud.

Le NPA 66 (Nouveau Parti Anticapitaliste), qui soutient depuis le début le droit démocratique à l'autodétermination du peuple catalan, tient à lui exprimer sa solidarité et à réclamer la libération de tous les prisonniers politiques, ainsi que l'abandon des poursuites contre tous les citoyens pour avoir exercé leur libre droit d'expression. La lutte du peuple catalan pour ses droits démocratiques est aussi la nôtre, tout particulièrement à l'heure où notre pays, sous la houlette de Macron, connaît également de graves dérives autoritaires pour venir à bout des contestations et mobilisations populaires.

(Perpignan, le 11 février 2019)